

[RÉVOLUTION COMMUNISTE CHINOISE]

*ÉTUDE DES COMMUNES POPULAIRES***Enjeux**

Il s'agit de clarifier ce que *communisme* peut encore vouloir dire en 2024 : *politiquement* (et pas seulement *idéologiquement*), donc *affirmativement* (et pas seulement comme critique du capitalisme, du néo-colonialisme et de l'impérialisme).

Corrélativement, il s'agit de clarifier **les tâches envisageables des militants communistes au XXI^e siècle**, cinquante ans après la défaite, politiquement stratégique, de tout le travail communiste courageusement mené à très vaste échelle au cours des XIX^e et XX^e siècles.

Si les militants communistes, aujourd'hui comme hier, sont des gens qui :

- 1) étudient *politiquement*,
- 2) se lient *politiquement* aux masses,
- 3) s'organisent *politiquement*,

alors étudions politiquement l'histoire communiste dont nous héritons, en nous concentrant sur son dernier état (la Révolution communiste chinoise) en vue de clarifier quelles liaisons politiques de masse engager aujourd'hui à partir de la France et quelles formes d'organisation politique envisager. ¹

•

Au programme de cette étude, non pas la Révolution culturelle [GRCP] (1966-1976) mais la phase antérieure de la Révolution communiste chinoise [RCC] (1958-1976), phase constitutive qui se cherche dès 1956 avant de prendre forme explicite à partir de 1958.

Plus précisément, l'étude travaille sur cette **périodisation de la RCC** :

- 0) 1956-1957 : Ouverture de la division socialisme/communisme à l'intérieur de la *Ligne générale*
- 1) 1958-1962 : *Grand bond en avant* et *Communes populaires*
- 2) 1963-1965 : Contre-révolution
- 3) 1966-1976 : GRCP (1966-1968, 1969-1976)

De 1969 à 1985, l'UCF(ml) s'est adossée à la GRCP, sans prendre vraiment en compte que celle-ci était un second temps de la RCC.

L'hypothèse de travail est ici que, pour comprendre l'échec et la défaite de la GRCP, en particulier les obstructions sur lesquelles elle a buté, il faut la comprendre comme relance idéologico-politique de **ce qui s'est engagé en Chine à partir de 1958 sous le nom « Communes populaires »**.

Autrement dit, **l'événement CP précède et profile l'événement ultérieur GRCP**.

¹ Bien sûr, tout ceci présuppose que le communisme n'aura pas été une simple parenthèse dans l'histoire de l'humanité (il est de l'ordre d'un événement qu'il soit aussi traité selon une orientation proprement obscurantiste comme simple parenthèse). Mais, comme Mao l'expliquait à Malraux, tant qu'il y aura des communistes qui ne se rendent pas et tiennent politiquement bon, non pas en radotant de stériles dogmes mais en inventant de fécondes actualisations, le capitalisme ne l'aura pas emporté !

I. Lushan (été 1959) et les trois « bannières rouges »

La conférence de Lushan (juillet-août 1959) constitue le **moment-clef** où la RCC prend mesure d'elle-même en divisant le Parti communiste chinois [PCC], pour la première fois depuis 1935, en deux orientations stratégiques (en matière de construction du socialisme), en deux lignes politiques, en deux camps.

C'est donc à partir de l'examen des féroces conflits politiques qui sont mis au jour lors de cette conférence que cette étude va s'engager.

À l'époque, la proposition, formellement consensuelle dans le PCC, est celle des « trois bannières (ou drapeaux) rouges », soit la *Ligne générale* [LG], le *Grand bond en avant* [GBA] et les *Communes populaires* [CP].

Ce slogan formule **la ligne stratégique du PCC** par **collage de trois déterminations hétérogènes** : en les additionnant (les « sommant ») sans clarifier leur intrication. Précisément, la RCC va mettre au jour les contradictions politiques qui opposent ces trois composantes et par là désemmêler leurs différences politiques.

D'abord, ces trois « bannières » sont apparues **successivement** et non pas simultanément : elles se sont progressivement ajoutées et leurs différences de contenu politique ne se sont révélées que progressivement.

- La LG se formule à partir de 1956.
- Le GBA se cherche fin 1957 pour se déclarer début 1958.
- Les CP font ensuite irruption événementielle : au printemps 1958 (campagnes) et à l'été 1958 (villes).

Ensuite, leurs origines politiques sont non seulement différentes mais **opposées** : la LG et le GBA sont des initiatives du PCC qui prennent la forme politique d'une **planification étatique** (certes accompagnée de mouvements de masse mais qui, pour l'essentiel, suivent les directives centrales venues d'en-haut) quand les CP relèvent d'une **invention événementielle** par les masses (les paysans pour les CP rurales [CPR] à partir du 27 avril 1958, les femmes du peuple pour les CP urbaines [CPU] à partir du 15 août 1958). Donc d'un côté, des initiatives politiques du Parti-État transmises aux masses ; de l'autre des initiatives politiques de masse face auxquelles le Parti-État doit se situer.

Examinons les contenus politiques respectifs de ces trois composantes disparates.

Ligne générale [LG] et construction du socialisme

« Ligne générale » désigne la **ligne spécifiquement chinoise de construction du socialisme**, ligne qui s'élabore **à partir de 1956** pour se distinguer de la voie bolchévique mise en œuvre à partir de 1953 (premier plan quinquennal : 1953-1957) pour engager la *Révolution socialiste* qui suit la *Révolution démocratique* victorieuse (1928-1949).

L'année 1956

L'année 1956 s'avère cruciale pour le mouvement communiste international et pour l'émergence politique, sous la direction de Mao, d'un socialisme spécifiquement chinois.

- En février, **le rapport Krouchtchev** au XX^e congrès du PCUS ouvre la question de Staline et engage le bilan politique de la construction stalinienne du socialisme.
- Fin octobre et début novembre, **les événements de Budapest** mettent au jour l'existence de profondes divisions politiques à l'intérieur des masses engagées dans la construction du « socialisme réellement existant ».
- Au même moment, **la crise du Canal de Suez** remet à l'ordre du jour international la question des luttes de libération nationale [LLN] pour s'émanciper du colonialisme et de l'impérialisme.

Deux voies socialistes

Face à la **voie russe** (conception stalinienne de la révolution socialiste, résolution étatique et dictatoriale des contradictions internes au socialisme, évaluation par Kroutchev des LLN comme « aventurisme »), Mao entreprend de caractériser **une voie chinoise** pour la Révolution socialiste (avril 1956 : *Sur les dix grands rapports*), voie qui, à partir du VIII^e congrès du PCC (septembre 1956), va prendre le nom de **LG**.

Cette LG met en avant une **conception dialectique** (unité des contraires) du développement socialiste : industrie et agriculture, industries lourde² et légère³, villes et campagnes, ouvriers et paysans, travail manuel et travail intellectuel, accumulation et consommation. Cette unité dialectique va se formuler (à partir de janvier 1958) sous le slogan général « **marcher sur ses deux jambes** »⁴ là où la voie bolchévique (c'est-à-dire stalinienne) « **marchait à cloche-pied** » (mettant unilatéralement au poste de commandement l'industrie et plus spécifiquement l'industrie lourde, le taylorisme des ingénieurs et le stakhanovisme des ouvriers, la domination des villes sur les campagnes, la discipline et l'obéissance au Parti-État⁵ plutôt que la capacité politique de tous).

Cette LG va se matérialiser dans de nouvelles orientations pour le **deuxième plan quinquennal (1958-1962)** programmant une construction plus « équilibrée » du socialisme.

Pour n'en donner qu'un exemple, les travaux hydrauliques du premier plan visaient la maîtrise globale des grands fleuves nationaux quand ceux du deuxième plan vont mettre l'accent sur l'irrigation, élément diversifiée, des champs et des cultures.

La question politique « *quel socialisme s'agit-il exactement de construire ?* » débouche alors sur celle-ci : « **comment les communistes conçoivent-ils en propre ce socialisme à construire ?** ».

Tout ceci va bien sûr diviser le PCC : pour les uns (la Droite), construire le socialisme, c'est, une fois révolutionnés les rapports de propriété⁶, développer les forces productives **[FP]** ; pour les autres (la Gauche), construire le socialisme, c'est continuer de dialectiser révolution des rapports sociaux de production **[RSP]**⁷ et développement des FP selon le principe d'une révolution ininterrompue et par étapes.⁸

D'où, dès 1957, une première « campagne de rectification » contre la Droite visant à réactiver le débat proprement politique sur la manière communiste de construire le socialisme en Chine.

Grand bond en avant **[GBA]** : en avant vers quoi ?

Cette réactivation va prendre, fin 1957 et début 1958, la forme du GBA, c'est-à-dire d'un « bond », interne au socialisme (c'est le socialisme qui bondit), « grand » bond car traduisant une accélération dans la construction du socialisme, bond vers un « en avant » qui va s'avérer politiquement ambigu : s'agit-il de bondir vers la Grande-Bretagne pour la rattraper en 15 ans (mais pourquoi bondir vers un pays capitaliste et impérialiste ?), vers un socialisme avancé (enfin advenu : c'est-à-dire ?) ou vers le communisme (mais qu'est-ce exactement à dire ?) ?

Plus précisément, **d'un côté** le GBA s'avance comme développement économique accéléré des FP (soit une accélération dans la conception étatique droite de la construction du socialisme) et **d'un autre côté**, le GBA se présente comme mise à l'ordre du jour de nouvelles questions politiques : traiter les contradictions villes/campagnes, industrie/agriculture, ouvriers/paysans et travail manuel/intellectuel en implantant de petites usines dans les zones rurales, en associant les paysans à la production

² productrice des moyens de production

³ productrice des objets industriels de consommation

⁴ Le slogan « marcher sur deux jambes », formulé début 1958, concernait la marche du socialisme chinois sur ses deux jambes industrielle et agricole mais bien sûr pas une marche sur les deux jambes que seraient le socialisme et le communisme...

⁵ Dès 1939 pour Liu Shaoqi, être « un bon communiste » consistait essentiellement à appliquer avec discipline la ligne fixée par le Parti.

⁶ révolution dans la propriété des moyens de production : voir les nationalisations industrielles et, suite à la réforme agraire, les coopératives agricoles...

⁷ les RSP intriquent trois dimensions : la *propriété* des moyens de production, la *division* du travail et la *répartition* (ou distribution) des produits du travail.

⁸ Pour Staline, la révolution est déclarée terminée en 1928, c'est-à-dire une fois révolutionnés les rapports de propriété (des moyens de production) : en villes (usines) et à la campagne (terres).

d'acier (petits haut-fourneaux), en scandant le temps de travail des fonctionnaires et le temps d'étude des jeunes intellectuels par des stages trimestriels à la campagne aux côtés des travailleurs paysans.

Division politique du GBA

Mais l'unité dialectique des deux faces économiques de l'infrastructure socialiste (FP et RSP) va de plus en plus s'avérer politiquement problématique.

- **Du côté « économique »**, le GBA va se déclarer comme projet de rattraper la Grande-Bretagne en 15 ans (en trois plans quinquennaux donc 1958-1972), ce qui, à bien y regarder, constitue un étrange projet communiste : la Grande-Bretagne serait-elle donc devenue un modèle « en avant » qu'il s'agirait de « rejoindre » puis de « dépasser » ?

On voit bien qu'il ne peut s'agir là que d'une avance en matière de **développement des FP** et qu'une telle conception du bond configure alors le rapport entre socialisme et communisme comme succession d'étapes bien séparées : d'abord construction d'un socialisme avancé (par développement accéléré des FP autorisé par une révolution préalable des seuls rapports de propriété, qui laisse en l'état les divisions sociales du travail) ; ensuite un communisme conçu comme **état mythique et société idéale, épinglés à un horizon indéfini**.

Notons au passage que cette accélération du développement des FP va prendre la forme, proprement délirante, de déclarations d'objectifs productifs en hausse incessante : pour l'acier, l'objectif premier pour 1958 sera en début d'année de +30%, puis au printemps de 50%, ensuite à l'été de 100% pour finir par s'établir à 200% (c'est-à-dire un triplement de la production en un an !) ⁹.

Il faut bien reconnaître que Mao lui-même s'est laissé embarquer dans ces extravagances économiques puisqu'il admettra publiquement (Lushan, 23 juillet 1959) être personnellement responsable de l'objectif inatteignable fixé en matière production d'acier (objectif qu'il admet d'autant plus avoir déterminé au doigt mouillé qu'il avoue en fait ne rien comprendre à l'économie !) alors même que la conséquence de cet objectif aura été le déplacement de pas moins de 90 millions de Chinois vers la production sidérurgique ! ¹⁰.

- **Du côté « politique »**, le GBA va mettre à l'ordre du jour du socialisme la question politique du communisme, ordre du jour qui va tendre à inscrire le communisme non plus comme « en avant » du socialisme mais comme son autre jambe sur laquelle marcher au présent.

Comme nous allons le voir, ce second aspect, proprement révolutionnaire, va être saisi dans les campagnes par les paysans, puis dans les villes par les femmes du peuple.

Inscrivons ici à l'actif de Mao sa clairvoyance politique : tout de même qu'il n'a cessé de se battre pour que le GBA assume sa dimension proprement politique et ne se réduise pas à un développement accéléré des FP, Mao a su le tout premier (été 1958 ¹¹) prendre positivement acte de l'événement « **Communes populaires** » et mettre aussitôt à l'ordre du jour du PCC sa prise en compte politique.

⁹ On croit pouvoir passer ainsi d'une croissance *annuelle* raisonnable de 10% à une croissance *mensuelle* d'autant (objectif totalement invraisemblable : $1,1^{12} \cong 3$, c'est-à-dire un triplement de la production en un an !).

¹⁰ On comprend pourquoi Mao se déclare alors soulagé d'avoir ainsi délégué ce qui jusqu'ici lui pesait sur le ventre, et on comprend de même l'effet d'accablant que cet aveu a pu avoir sur l'assistance :

- « *Moi, je suis responsable des 10 millions de tonnes d'acier et des 90 millions de personnes lancées dans la bataille. Ce chaos a pris des proportions gigantesques, et j'en porte la responsabilité. C'est quand on a bien chié et bien pété que le ventre se sent soulagé.* » Mao (conclusion de son discours du 23 juillet 1959).
- « *Ce discours est comme un coup d'étouffoir sur la tête. Le cœur lourd, personne ne parle. Nous restons sans voix.* » Li Rui (secrétaire de Mao)

¹¹ 29 août 1958 : Résolution du CC (à Beidahe). 10 décembre 1958 : 6^e session plénière du CC.

Deux conceptions du communisme

On comprend donc que le GBA était gros d'une contradiction insoluble entre deux conceptions politiques du communisme :

- **Soit** ce que l'on nomme « communisme » désigne **un état stable, une société, une formation sociale** qui se situe en avant du socialisme (comme celui-ci opère *en avant* du capitalisme) ; auquel cas il faut en effet accélérer la construction du socialisme pour arriver plus vite au socialisme avancé, seul apte à accoucher (on ne sait alors trop comment) du stade communiste ultime – la contradiction se concentre alors bien sûr sur l'État socialiste, principal acteur de la construction d'un socialisme avancé (c'est lui qui assure la possession publique des moyens de production et la planification économique conséquente), qui devrait alors planifier... son propre dépérissement (tel un État devenant néo-libéral...).
- **Soit** ce que l'on nomme « communisme » désigne **un mouvement, une dynamique, un élan, un souffle, un enthousiasme, un procès subjectif**, bref ce que les Chinois nommaient alors justement un « vent communiste », dont la caractéristique principale sera d'être alors **transversal** et **oblique** à la construction du socialisme (plutôt que longitudinal).

Tel va être l'apport décisif de l'événement CP qui va ouvrir la RCC.

Communes populaires [CP] et « vent communiste »

Au printemps 1958, l'événement CP vient inscrire, dans la société socialiste chinoise, la question politique du communisme sous un nouvel angle.

Manifestement, le GBA a subjectivement stimulé cette émergence événementielle. Mais je ne pense pas pour autant qu'il l'explique, pas plus que la hausse du prix du blé à la fin des années 1780 en France n'explique à proprement parler l'événement « Révolution française ».

Les CP **bifurquent** par rapport au GBA car elles inscrivent la perspective communiste non plus *en avant* mais transversalement (ou de manière oblique), et ce de deux façons :

- 1) comme une **extension** de l'espace politique via l'**adjonction de nouvelles directions obliques** : les dimensions politiques d'une révolution proprement communiste concernant tous les rapports sociaux, non seulement tous les rapports de production (et pas seulement les rapports de propriété) mais également tous les rapports sociaux (et pas seulement ceux de production) ;
- 2) comme un type nouveau de travail politique dans ce nouvel espace : non plus une **construction** stricto sensu mais l'**activation** communiste de lignes de force, composant un réseau générique apte à irriguer la société socialiste d'une énergie communiste.

Au total, les CP mettront ainsi au jour que, si le socialisme relève bien d'une construction, le communisme relève lui d'un vent, d'un mouvement.

Remarquons à ce titre que si les coopératives agricoles chinoises constituent bien un équivalent des **kolkhozes** russes, par contre les CP chinoises diffèrent radicalement des **sovkhozes** russes, c'est-à-dire de fermes d'État où les paysans deviennent ouvriers agricoles.

L'hypothèse d'étude va donc être que les CP, sélectionnant comme on va le voir quelques points privilégiés d'intervention concernant les différents rapports sociaux, vont inventer un travail politique d'**acupuncture communiste** sur la société socialiste.

•

Pour expliciter quelques premiers points avancés par les CP, faisons d'abord un détour par la vaste question d'une **émancipation collective du travail social**, question remarquablement ouverte par l'article d'Alain Rallet dans le numéro 1 de notre revue.

II. Aliénation et émancipation des travailleurs salariés

Le mode de production capitaliste met le travailleur, dépourvu de tout moyen de production et pourvu de sa seule puissance de travail, sous **tutelle salariale** du possesseur des moyens de produire.

Pour le travailleur concerné, cette tutelle salariale intrique trois dimensions : une **oppression** qui exclut et détruit ; une **exploitation** qui prélève et s'approprie ; une **domination** qui subordonne et contrôle ¹². Plus précisément, dans le cas du travailleur salarié :

- 1) une *oppression* de sa **puissance de travail** ;
- 2) une *exploitation* de sa **force de travail** ;
- 3) une *domination* de son **travail effectif**.

L'intrication de cette oppression, de cette exploitation et de cette domination compose une **aliénation** salariale du travailleur individuel.

Détaillons cela avant d'examiner, à la lumière des Communes populaires, les perspectives politiques d'une **émancipation** collective par les travailleurs eux-mêmes ¹³.

Les considérations qui suivent ont été dégagées dans un travail d'enquête récemment mené auprès d'ouvriers (usine Foxconn de Tchèque) par le groupe *Longues marches*.

Oppression de la puissance de travail

Dans la puissance polymorphe de travail d'un travailleur donné, **l'oppression capitaliste vient découper la force de travail** qui seule intéresse tel ou tel propriétaire de moyens de production. Ce propriétaire propose alors au travailleur de lui louer cette force de travail sous forme d'un contrat salarial.

L'oppression restreint ainsi la puissance polymorphe de travail à une force de travail calibrée selon les besoins propres de l'embauteur, propriétaire privé des moyens permettant au travailleur de travailler.

Ce faisant, pendant le temps de location, le propriétaire en question va traiter en purs et simples déchets toutes les capacités objectives (savoirs) et subjectives (mobilisations) du travailleur salarié qui ne lui seront pas utiles, bref tout ce qui de sa puissance de travail ne sera pas exploitable comme force de travail, inscrite dans la division sociale du travail qui convient à l'embauteur.

Exploitation de la force de travail

L'exploitation capitaliste est formalisée dans le contrat salarial par lequel cette force de travail restreinte vient temporairement se louer. Son principe est que **la force de travail louée est rémunérée à sa valeur de reproduction** alors que **le temps de travail, contractuellement établi, dépassera cette valeur** (si ce n'était pas le cas, l'employeur, qui n'est pas philanthrope mais vise à tirer profit du nouveau salarié, ne l'embaucherait pas) en sorte que l'employeur s'appropriera le *sur-travail* fourni en vue de réaliser une *plus-value*.

Ce faisant, le patron fournit au travailleur les moyens de produire (machines et matières premières) et s'approprie les produits du travail, à charge alors pour lui d'en assurer ensuite la vente (en vue de réaliser monétairement la plus-value incorporée aux marchandises produites).

Domination du travail effectif

Pour sa part, la domination capitaliste consiste en une **subordination** contractuelle du travail à effectuer. Cette subordination est explicitement inscrite dans le Code du travail présidant à la signature du contrat de travail salarié entre l'employeur et le travailleur. Elle intrique elle-même trois dimensions : **décision, contrôle et sanction**. Ainsi :

¹² Ces distinctions s'éclairent des travaux du sociologue marxiste Erik Olin Wright. Voir <https://secession.fr/relation-exploitation>

¹³ Étymologiquement, « s'émanciper », c'est se prendre en mains, en repoussant une prise en main tutélaire.

- 1) l'employeur **décide** le travail que le travailleur salarié doit accomplir ;
- 2) l'employeur **contrôle** le travail accompli par le travailleur salarié ;
- 3) l'employeur **sanctionne éventuellement** le travailleur salarié si son travail n'est pas conforme aux caractéristiques fixées par l'employeur.

Intrication des trois

La **tutelle capitaliste** exercée par contrat salarial sur le travailleur intrique les trois dimensions (elle n'en est pas une simple addition) :

tutelle = oppression ⊗ exploitation ⊗ domination

En effet, l'*exploitation* de la force de travail présuppose l'*oppression* de la puissance de travail (la puissance de travail dont le travailleur est capable a été préalablement restreinte aux dimensions dont l'employeur escompte tirer profit). De même, la *domination* du travail effectivement accompli présuppose l'*oppression*, c'est-à-dire la mise en œuvre, contractuellement convenue, de la force de travail. À l'inverse, l'*oppression* de la puissance de travail apportée par le candidat à l'embauche est normée selon les possibilités d'*exploitation* et de *domination* dont le propriétaire des moyens de production se sent capable.

Comme on va le voir, l'émancipation du travailleur va passer par une **désintrication** des trois dimensions de cette tutelle aliénante.

Aliénation quotidienne du travailleur salarié

Au total, cette tutelle infantilisante configure une *aliénation quotidienne* du travailleur salarié :

- **aliénation**, car sa puissance de travail, sa force de travail et son travail effectif sont captés par un autre et dirigés à des fins qui ne sont pas celles du travailleur ;
- **quotidienne**, car cette *oppression* restreignant drastiquement ce dont le travailleur est capable, cette *exploitation* lui imposant des temps et cadences de travail sur lesquels il n'a pas voix au chapitre, et cette *domination* qui enferme son travail vivant dans un carcan normé selon des fins qui ne sont les siennes, toute cette tutelle pèse heure après heure chaque jour de travail.

Émancipation, individuelle et collective

L'émancipation vis-à-vis de cette tutelle infantilisante va mettre à l'ordre du jour une désintrication libératrice des capacités collectives des travailleurs.

Présentons d'abord *formellement* les caractéristiques **individuelles** d'une telle émancipation avant d'en rehausser *politiquement* la dimension nécessairement **collective**, ce qui nous orientera ensuite vers l'apport historique des Communes populaires chinoises sur tous ces points.

Caractéristiques formelles au niveau individuel

Au niveau individuel, niveau qui ne distingue pas l'artisan individuel de l'ouvrier d'usine ou du paysan d'une coopérative, le travailleur, en s'émancipant, affirme ses propres capacités à faire sien son travail :

- en déployant **sa puissance de travail** en diverses forces de travail spécifiées : pour forger le matin, pour cultiver l'après-midi, pour étudier le soir, pour cuisiner les repas, pour élever ses enfants, pour planifier l'activité du lendemain, pour échanger les produits de son travail avec d'autres... ;
- en faisant interagir **ses différentes forces de travail** et leurs différents produits (biens et services) : les biens qu'il forge le matin, ceux qu'il cultive l'après-midi, les plats qu'il cuisine, etc. ;
- en décidant à tout instant ce qu'il travaille et comment, en contrôlant à tout moment les résultats de **son propre travail**, en se tenant personnellement responsable de tous ces travaux comme de lui-même.

Caractéristiques politiques au niveau collectif

Mais, si la perspective d'une telle émancipation ne se limite pas au refuge de quelques-uns, à la retraite de petites communautés repliées sur elles-mêmes, à la fuite autarcique de quelque ermite, autant dire si

cette perspective d'émancipation doit valoir pour tous – **l'émancipation véritable ne saurait être un privilège** –, alors l'émancipation sociale des travailleurs doit être collective et par là politique.

D'où une triple perspective politique (sur laquelle les CP vont nous fournir un premier éclairage).

Émancipation politique de l'oppression collective

Cette dimension engage les inévitables divisions sociales et techniques du travail : il faut bien que les différentes puissances individuelles de travail s'inscrivent dans une division collective des forces de travail (nul individu ne saurait produire à lui tout seul et en partant de rien, un ordinateur, une choucroute, voire l'instruction complète d'un jeune).

D'où les considérables problèmes de discussions, décisions et programmations collectives dont nous savons qu'ils ne peuvent se résoudre au seul niveau individuel (lequel ne pourrait qu'accuser la concurrence entre individus) ou au seul niveau d'une autogestion (lequel ne pourrait qu'accuser la concurrence entre unités de production : voir l'exemple yougoslave). D'où la nécessité d'intervention d'un État planificateur ¹⁴, avec les considérables problèmes politiques qui en procèdent.

Émancipation politique de l'exploitation collective

Cette dimension engage un lien maintenu entre forces de travail et leurs produits (biens et services) : comment les travailleurs partagent-ils les produits de leurs travaux : selon le travail (et alors selon le temps de travail ou selon sa productivité – aux pièces par exemple), selon les besoins ? Comment répartir ce qui est distribué et ce qui est accumulé, comment partager consommations et investissements ? Comment assurer une correcte péréquation entre secteurs de production plus ou moins productifs ?

Comme l'on sait, le chantier est immense.

Émancipation politique de la domination collective

Enfin, cette dimension de l'émancipation concerne directement ce qu'Alain Rallet appelle très justement « **la subjectivité au travail** », c'est-à-dire le fait que l'émancipation du travail effectif (et pas seulement de la puissance ou de la force de travail) aborde le temps de travail comme un temps **vécu**, comme un temps **vivant** (avant même qu'il ne soit ultimement comptabilisé comme temps **mort**, alors incorporé à la valeur-travail des marchandises produites).



En ce point du **travail quotidien, subjectivement vécu de manière collective**, l'expérience de la RCC et singulièrement des CP nous fournit un précieux héritage. L'étude en cours des CP (communes rurales des paysans, communes urbaines des femmes du peuple ¹⁵, communes d'usine des ouvriers) vise précisément à éclairer tout cela.

Examinons d'ores et déjà quelques « points » et « méridiens » communistes dont ces CP s'annoncent porteuses.

¹⁴ Cette considération procède du constat suivant : l'économie d'un pays, a fortiori de la taille propre à la Chine, ne saurait fonctionner par simple coordination de projets productifs venus de la base (locale puis le). Si le marché n'est plus destiné à jouer son rôle de régulateur aveugle pour la production, il faut bien en assurer une centralisation qui décide des orientations planificatrices. Et qui d'autre alors qu'un État pour assurer ce type de fonction centralisatrice ?

¹⁵ Voir le travail de Fabio Lanza sur les Communes populaires urbaines de Pékin à partir d'août 1958.

III. Acupuncture communiste de la société socialiste par les CP

Avançons quelques premières hypothèses d'étude.

Les CP rurales (CPR) vont s'attaquer à **l'émancipation des travailleurs paysans** ; c'est en ce sens qu'elles engagent une révolution spécifiquement communiste.

Notons que la construction du socialisme, même conçue par Mao comme révolution socialiste durable, était étatique organisée (via des plans quinquennaux de l'État socialiste – c'était d'ailleurs Chou Enlai, chef du gouvernement, qui était en charge de présenter au PCC les orientations de planification avant que le Parti ne les soumette à l'Assemblée populaire).

Dans cette construction planifiée,

- **les divisions du travail** étaient assignées de manière immuable (les forces de travail étaient donc invariablement délimitées parmi les puissances du travail : oppression socialiste ?) ;
- **les répartitions salaires/plus-values** étaient centralement assignées (exploitation socialiste via la possession étatique des moyens de production ?) ;
- enfin **la subordination du travail quotidien** aux décisions des cadres était maintenue (domination socialiste ?).

Le GBA avait enfoncé un coin dans ce dispositif « socialiste » (qui avait toutes les formes d'un « capitalisme d'État ») via la promotion des « industries rurales » (sidérurgiques en particulier) qui mettaient à l'ordre du jour la question de collectifs de travailleurs polymorphes (pratiquant travaux agricoles et industriels).

Les CPR vont tirer parti de ce coin pour inventer un nouveau pas d'émancipation collective, en vérité un pas de type nouveau car de type communiste (et non plus socialiste) : un pas transversal qui étend l'espace de la longue marche communiste.

Donnons-en quelques premières caractéristiques.

Extension de la polyvalence collective

Les CPR ne vont pas se contenter d'intriquer agriculture et industrie mais vont mettre à l'ordre du jour des « communes » qui pratiquent collectivement **huit types de travaux collectifs** :

- 1) agriculture
- 2) industrie
- 3) services marchands
- 4) commerces et transports
- 5) éducation et instruction (crèches, écoles...)
- 6) santé
- 7) administration régionale
- 8) milices populaires

D'où une transformation

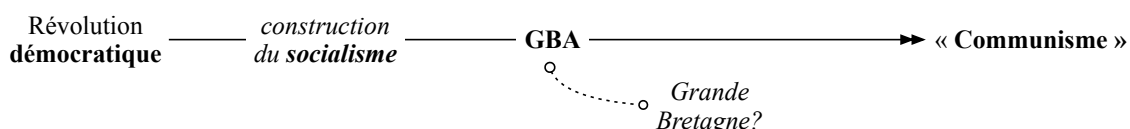
- du découpage des forces de travail dans la puissance de travail des paysans (donc de **l'oppression**) ;
- du mode de partage du temps de travail mort entre consommation et accumulations (donc de **l'exploitation**) ;
- du mode de contrôle quotidien du travail vivant (donc de la **domination**).

Vent communiste versus planification socialiste

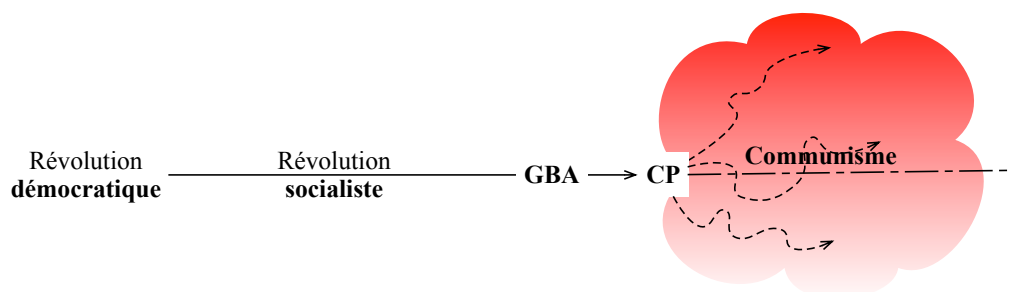
Point important : ces transformations, spécifiquement *communistes*, relèvent moins d'une **planification** (de type nouveau) que de ce que les Chinois appelaient à juste titre « **un vent communiste** » : le souffle d'une dynamique de masse, concrète et diversifiée, moins centralisée que foisonnante.

Posons que ces transformations portées par le vent communiste opèrent par **points venant activer des lignes d'énergie communiste** dans le corps social socialiste (ces lignes que l'on appellera *méridiens* pour mieux les distinguer d'une ligne de front ou d'une ligne stratégique).

On passe ainsi de ce premier schéma



à celui-ci :



Exemples de points communistes

Le point des cantines

Les CPR ont mis en place des cantines permettant de libérer du temps de travail supplémentaire en assurant collectivement les tâches de reproduction de la population, précédemment assurées dans l'espace domestique privé.

Point essentiel : ces cantines étaient **gratuites pour tous les paysans de la CP**. Cette initiative intervenait ipso facto sur la répartition des produits alimentaires du travail collectif paysan : elle mettait en pratique l'idée que les aliments produits par la CP qui servaient à la nourriture des paysans mêmes qui les avaient produits ne sauraient faire l'objet d'échanges marchands entre le travailleur et son collectif.

D'où la mise en œuvre, à échelle restreinte, du principe communiste : « à chacun selon ses besoins » en lieu et place du principe socialiste « à chacun selon son travail ».

Point remarquable : **cette mutation ne relevait nullement d'un « communisme de l'abondance »** (voire l'idée « socialiste » de type bolchévique qu'il faudrait attendre un développement des forces productives assurant une économie d'abondance pour pouvoir envisager de « passer au communisme ») mais d'une mise en œuvre, restreinte au cas des aliments produits par les paysans.

La Droite va violemment s'opposer à ce point (voir la conférence de Lushan) : en argumentant que ce qui était produit **par** les paysans pour autant n'était pas spécifiquement produit **pour** eux mais l'était surtout **pour** le socialisme, donc aussi **pour** les villes ; et qu'il ne fallait donc pas donner droit à une telle application restreinte d'un principe communiste dans le cadre d'une construction globale et centralisée du socialisme, faute de quoi cette intrusion, gauchiste et aventuriste, ferait tache d'huile et contredirait la planification socialiste.

Où l'on voit qu'un « point » divise politiquement, tout spécialement sur ses conséquences, c'est-à-dire sur le type de méridien dont il est le germe activateur.

Le point du travailleur polymorphe dans un collectif polyvalent

Les CPR vont mettre en œuvre non seulement un nouveau type *polyvalent* de collectif paysan mais aussi une **nouvelle figure du paysan individuel comme travailleur *polymorphe*** : travailleur agricole et industriel, travailleur manuel et intellectuel.

En effet, l'enjeu des « industries rurales » n'était pas qu'économique (GBA) mais également politique : il s'agissait que les paysans s'approprient la construction de leurs outils de travail par une pratique artisanale de la fonderie et de la ferronnerie.

En France aujourd'hui, l'Atelier paysan ne met-il pas de même à l'ordre du jour la fabrique par les paysans eux-mêmes de leurs tracteurs et autres outils de production ?

Par ailleurs, les paysans intriquaient ainsi le travail intellectuel (voir « *la dialectique dans la culture des tomates* ») à leur travail manuel (agricole et industriel), intrication essentielle apte à faire face à l'autre intrication du travail manuel au travail intellectuel (pour les cadres et étudiants venant, un trimestre par an, travailler à la campagne avec les paysans) : si les paysans ne pratiquaient pas eux-mêmes le travail intellectuel, le déplacement des intellectuels à la campagne aurait été réduit à une simple brimade !

Le point de la femme du peuple dans les campagnes

Via les cantines, les crèches, les ateliers de couture, etc., les CPR vont permettre qu'à la campagne, les femmes du peuple ne soient plus enfermées dans les tâches domestiques de reproduction des puissances de travail et viennent participer à égalité au collectif des travailleurs paysans et deviennent, elles aussi, des travailleuses polymorphes.



Comme on va bien vite le voir, ces trois points sont des *germes* de communisme, c'est-à-dire qu'ils vont bien vite activer des « méridiens » (lignes de force énergétique, d'irrigation nerveuse) qui vont opérer dans le reste de la formation sociale chinoise, en particulier hors des campagnes : dans les villes elles-mêmes.

Les méridiens communistes activés par ces points

« Pas d'argent pour la nourriture ! »

Dès l'été 1958, **les cantines rurales vont faire des émules dans les villes** (sous l'impulsion des femmes du peuple inventant les CP urbaines).

L'extension de leur gratuité (et donc du principe communiste : en matière de nourriture, « à chacun selon ses besoins ») va diviser politiquement le PCC.

- Du côté de la Gauche, Ke Quinshi (maire de Shanghai et membre du BP) va formuler le principe général : « *Pas d'argent pour la nourriture !* ».
- Du côté de la Droite, la critique de ce principe (comme gauchiste et aventuriste) va être centrale lors de la conférence de Lushan.

Difficile pour le moment d'évaluer tout ceci de plus près s'il est vrai que la question, proprement tragique, de **la grande famine rode** sur tout ce débat, famine dont les tenants et les aboutissants ne sont pas encore tirés au clair : parts des catastrophes naturelles, des excès délirants du GBA, des erreurs de planification socialiste, des extensions trop sauvages des CP, du sabotage du GBA par la Droite, des fausses statistiques inventées par les bureaucrates, de la retraite subite de tous les conseillers soviétiques... ?

« Sidérurgie et poésie pour tous ! »

Le point communiste du travailleur polyvalent, mis à l'ordre du jour par les CPR, va lui aussi connaître une extension fulgurante, en particulier sous la double forme des mots d'ordre « la sidérurgie pour tous ! » et « la poésie pour tous ! ».

Inutile d'insister sur la percée idéologico-politique dont il s'agit là.

Bien sûr, l'étude devra prendre en compte le bilan effectif de tout cela (on sait déjà qu'une bonne partie de l'acier produit dans les haut-fourneaux ruraux était de mauvaise qualité et par là impropre à bien des usages ; qu'en est-il de même des poèmes ainsi suscités à grande échelle ?) mais, de toutes les façons, nous avons déjà vu **que la conception proprement communiste du travail** ne saurait strictement le mesurer à ses produits détachables, au travail mort incorporable dans des valeurs d'usage : l'orientation communiste de pensée incorpore à la valeur du travail sa part d'expériences, de tentatives et d'essais, d'échecs et de réussites : un travail qui a raté sa concrétisation séparable (un plat, un dessin ou une démonstration ratés) n'est pas un néant mais une composante essentielle du processus émancipateur qu'il y a dans tout travail !

Femmes du peuple dans les villes

Les **CP urbaines** constituent la première extension (le principal méridien) des CP rurales.

Il est essentiel que cette extension politique soit **l'affaire des femmes du peuple** - les CPU sont leur affaire comme les CPR sont celle des paysans (et comme les communes ouvrières de 1967 - Shanghai - seront l'affaire des ouvriers). Dans les villes, les femmes du peuple ont pris exemple sur l'émancipation engagée dans les campagnes par les femmes du peuple. À ce titre, les points spécifiques des cantines, des crèches, des ateliers collectifs de confection et de réparation vont jouer un rôle moteur.

L'exploration de ces germes est à l'ordre du jour d'une future étude du livre (à paraître) de Fabio Lanza : *Pont vers le ciel. Le mouvement des communes urbaines à Pékin*.

Suites

Résonances et réverbérations

Posons que les points-germes de communisme irriguent le corps social socialiste (la formation sociale socialiste) de deux manières ¹⁶ :

- par **résonances**, le long d'un « méridien », d'un nerf, d'une ligne d'énergie qui irrigue-dynamise-traverse la société ;
- par **réverbérations**, cette fois entre différents « méridiens », ou nervures d'un même corps-formation social.

On a relevé **trois résonances le long de trois méridiens** (le caractère ou non marchand de la nourriture, le caractère polymorphe du travailleur, les femmes du peuple s'émancipant du seul espace domestique).

On pressent des réverbérations entre campagnes et villes, entre agriculture et industrie...

Il faut aussi examiner comment les méridiens, propres aux paysans ou aux femmes du peuple, peuvent réverbérer vers des méridiens propres cette fois aux ouvriers, aux jeunes et aux intellectuels.

Il semble qu'il faille attendre la GRCP pour que de telles réverbérations communistes soient politiquement mises à l'ordre du jour. Mais cette question mérite étude.

¹⁶ Empruntons ici à Bachelard la distinction des *résonances* et des *réverbérations*.

Conséquences aujourd'hui

L'enjeu d'une telle étude ne s'enferme bien sûr pas dans l'histoire de la RCC. Il ne s'agit pas ici d'une étude d'historien mais de militant communiste.

Autrement dit, l'enjeu reste de **mettre au jour un héritage susceptible d'être réactivé par des militants de 2024** – *réactivé* ne voulant bien sûr pas dire *répété* mais *repris* au sens que Kierkegaard donne à la « reprise ». Il s'agit donc de réactiver l'existence (l'ek-sistence !) de possibilités et de potentialités collectives (qui constituent désormais un « patrimoine » communiste et générique de l'humanité) en dégageant, dans le monde contemporain, de nouveaux « points » politiques susceptibles de faire « germer » quelques « méridiens » communistes de même acabit.

• • •